

Beaucoup de politcaillerie à *Honeymoon City*

Fernan Carrière

Une culture de la dispersion

Numéro 33, hiver 1984–1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/43260ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carrière, F. (1984). Beaucoup de politcaillerie à *Honeymoon City*. *Liaison*, (33), 65–66.



D'autres dates sont possibles. Notre histoire en abonde et elles méritent d'être considérées. L'essentiel, en mon sens, c'est que la date choisie vienne du XVII^e siècle, du début de la colonie française et de la province qui prendrait le nom d'Ontario. Après le sapin du bicentenaire qu'a voulu nous passer le gouvernement ontarien en 1984, la nécessité de se donner une telle journée est évidente. L'adoption du 12 août, ou d'une autre date, officialiserait enfin la présence française de plus de trois siècles et demi en Ontario.

Ce geste consolidera une identité, naissante et précaire, propre à la francophonie ontarienne. Après tout, en 1985, nous allons célébrer le dixième anniversaire du drapeau franco-ontarien — il n'est pas très vieux, pas plus que notre véritable sens d'appartenance ici.

La fête ontarioise servira donc de moment pour réfléchir sur notre condition de « Franco-Ontarien », passé, présent et, bien sûr, à venir. Mais plus important encore, cette date nous donnera un jour pour célébrer notre spécificité ici en Ontario.

Le 12 août a l'avantage de se trouver en plein cœur d'été, plus d'un mois après le « burn out » des semaines de la Saint-Jean et de la Fête du Canada. Avec cette date nous aurions la possibilité de tenir une foire qui agrémente un joli mois d'été souvent trop parcimonieux en festivals et fêtes. Qui oserait s'opposer à un bon prétexte pour un party? Par contre, certains ont exprimé, avec raison, une préférence pour une date à l'intérieur du calendrier scolaire. Ainsi, ce serait facile de faire participer directement les écoles et leur grande population de jeunes à l'événement.

Bref, l'idée est lancée : dans un an, au prochain congrès de l'ACFO, des dates seront proposées et l'une d'elles sera retenue pour de bon. Que ce soit le 12 août ou une autre date, nous aurons enfin NOTRE journée. Et, à tous les ans, à cette date, le drapeau franco-ontarien sera hissé au mât de l'Assemblée nationale du Québec. Mais, ce même jour, je souhaite encore plus ardemment voir flotter le vert et blanc de notre fleur de lys et de notre trille au-dessus de Queen's Park, NOTRE parlement, à Toronto.

Fernan Carrière

Beaucoup de politiaillerie à Honeymoon City

Honeymoon City : où la bêtise capitaliste exploite sans honte le romantisme que le site suscite naturellement — « heart-shaped bathtubs » et « waterbeds » à louer aux gentils petits couples en voyage de noce, encore maladroits l'un vis-à-vis l'autre. . . René de Châteaubriand en serait probablement scandalisé ; il ne reconnaîtrait certes pas ce paysage qu'il a décrit il y a presque deux siècles, sans avoir pourtant contemplé ces cataractes qui réussissent malgré tout à impressionner à un point tel qu'on en oublie la dure réalité de la pollution toxique du Love Canal, de l'autre côté de la gorge.

Cet écrivain français n'entendrait plus à distance ce grondement sourd en approchant les Chutes Niagara, que la nuit seulement ou encore le dimanche matin, avant l'invasion des hordes de visiteurs, en voiture ou en autobus.

Honeymoon City : c'était presque inspiré comme lieu pour la tenue de la dernière assemblée annuelle de l'Association canadienne française de l'Ontario (ACFO), à la fin du mois de septembre. Des délégués, satisfaits de ce qu'il n'y ait pas eu trop de contestation, se complaisent à croire que les différentes factions qui s'y affrontaient depuis plus de la moitié d'une décennie s'y seraient reconciliées — comme de vieux amants. Le silence est parfois celui de la résignation et de la patience et non pas le signe d'un acquiescement.

Plusieurs s'y rendaient à reculons, sans illusions quant à ce qui les y attendaient. C'est pour cette raison qu'une partie de la délégation d'Interligne-LIAISON s'est offert au minimum un voyage qui alliait l'utile à l'agréable. Nous avons donc fait le tour du lac Ontario, en traversant à l'aller le cœur de l'antique Confédération des nations iroquoises dans le nord de l'État du New York : de quoi s'inspirer sur le plan de la politique, notamment du partage du pouvoir qu'implique une structure fédérative comme celle de l'ACFO.

L'ordre du jour de l'assemblée annuelle, cette année, était de taille, voire irréaliste. Nous avons dû subir toute une journée ponctuée d'interminables procédures d'amendements aux statuts de l'organisme : une opération somme toute cosmétique et superficielle. Nous nous sommes laissés courtiser par des discours qui n'étaient pas des modèles de l'art de la rhétorique : il fallait « choisir » entre cinq candidats à la présidence. Nous avons donc momentanément succombé à un accès de fièvre électoraliste. En résumé, beaucoup de politiaillerie, pas de débat politique. Pourtant, tous s'entendaient sur la « nécessité » de faire dorénavant du véritable lobbying politique auprès des multiples instances gouvernementales.

Une question s'imposait et elle embêtait la plupart des délégués, voire des candidats à la présidence : du lobbying pour quoi faire? Encore, nous ne nous sommes même pas interrogés sur la forme ou la nature du lobbying mais ça, c'est un autre débat, trop complexe pour une plénière d'assemblée.

En quelque 48 heures et moins, en plus du programme énoncé ci-haut, il fallait aussi étudier un « plan de développement global » de nos communautés, élaboré au sein de l'ACFO depuis une quinzaine de mois et dégager de ce plan des priorités d'orientation à court terme. Je l'ai affirmé au congrès : l'effort d'élaboration de ce « plan de société » est louable mais il serait prématuré de la qualifier de plan de développement. C'est tout au plus un premier brouillon qu'il faudrait compléter; il faut maintenant débattre les priorités identifiées au cours des consultations menées depuis plus d'un an.

Il m'apparaît évident qu'il faut rehausser la qualité des débats politiques à l'ACFO. La conscientisation politique doit commencer au sein des délégations présentes à l'assemblée. Ce qui est apparu clairement, c'est que les priorités dégagées au cours des consultations sont sujets à débat et que plusieurs délégués souhaitaient ce débat. Comment fait-on pour débattre de ces questions dans les trois-quarts d'heure allouée à cet item de l'ordre du jour?

Deux observations me semblent pertinentes. D'abord, les priorités dégagées pour chacun des douze secteurs d'activité — éducation, communication, santé, culture, religion, politique... — reflètent les soucis corporatistes de fonctionnaires de la culture — enseignants, journalistes, avocats, qui travaillent dans leur quotidien en français — par opposition aux préoccupations de l'Ontarien de la rue. Si, dans le cadre général du plan, on souligne qu'il faut travailler autant au niveau des institutions (gouvernementales ou para-gouvernementales) qu'au niveau communautaire, on néglige presque entièrement l'aspect com-

(Photo : Marc Haentjens)



munautaire dans la détermination des priorités : on revendique auprès des niveaux de gouvernement. Nous l'avions démontré dans notre dernier numéro de LIAISON : il faudrait par exemple accorder plus d'attention au développement communautaire de nos réseaux de communication, encore que nous n'avons pas du tout abordé toute la question des nouvelles technologies de communication — il nous faudrait développer, de façon urgente, tout au moins une réflexion sinon une politique de l'informatique en Ontario français... Ce qui ne veut pas dire que l'objectif d'obtenir une meilleure programmation, véritablement ontarioise, à Radio-Canada ou à TVO, n'est pas une priorité, telle qu'identifiée par l'assemblée annuelle. J'affirme qu'il nous faudrait débattre ces questions.

D'autre part, ce qui nous apparaîtra de plus en plus évident dans un court terme, c'est que l'encadrement

idéologique qui devrait nous offrir des balises pour l'élaboration de ce plan nous fait défaut. Le discours traditionnel du nationalisme à la Chanoine Groulx, que véhicule toujours nos représentants, est périmé. Comme on dit, il est complètement décroché de la réalité. Il n'y a pourtant pas d'alternative cohérente. Depuis quelques années, de façon décousue, une faction qui s'impose à l'ACFO tente d'articuler un programme qui pourrait s'encadrer sur un plan idéologique. Il faudrait amorcer ce travail qui ne sera pas facile. On n'improvise pas dans ce domaine.

C'est notoire, c'est même un obstacle de taille : les Franco-Ontariens sont allergiques quand il ne sont pas hostiles aux idées — surtout les idées nouvelles. Il faudra trouver d'autres lieux que l'ACFO, nos (?) universités ou nos média, pour la tenue de ces débats. Dans la mesure de nos moyens limités, LIAISON offre ses pages pour amorcer cette recherche d'ailleurs pertinente à toute communauté minoritaire.

François Paré

Radio-Canada fête ses vingt ans à Toronto

Le 30 septembre dernier, CJBC, la radio de Radio-Canada dans le sud-ouest de l'Ontario fêtait ses 20 années d'existence. C'était là un événement de taille pour une radio qui possède un énorme rayonnement géographique de London à l'ouest jusqu'aux abords des lacs Rideau à l'est. Née de la volonté populaire des groupes de militants francophones dispersés dans toute la région, la seule radio de langue française à Toronto a pourtant cru bon de célébrer strictement à la torontoise, en invitant la célèbre contralto Maureen Forrester, à la salle Roy-Thompson. Plusieurs ne se seront pas reconnus dans cette radio qui, au cours des années, a un peu perdu l'image des gens ordinaires qu'elle voulait desservir.

Ravel, Poulenc, Papineau-Couture et Français étaient donc au programme des célébrations qui visaient probablement à enticher le public franco-torontois, tel que le définissent certains universitaires bien placés dans la ville-reine. On ne blâmera pas Radio-Canada, bien sûr, de faire entendre de l'opéra ou de la musique classique. Mais il est clair, à écouter les émissions en provenance de Toronto, tant le sirupeux *Classiphone* du milieu de l'après-midi que l'émission pincée du *Toronto-Magazine* (où peu d'invités n'osent rouler les 'r'), que les réalisateurs de CJBC se font une idée fort restreinte du public de tout le sud-ouest ontarien. On admettra, bien entendu, qu'il est impossible de plaire à tout le monde et à son père, et que la population francophone de London à Belleville est trop diversifiée. Mais ce n'est pas là le problème. Maureen Forrester en français à Roy-Thompson, ce n'est que le haut de la perruque, si on peut dire. Derrière ces célébrations fort hautaines se cache le mépris d'une intelligentsia radiophonique qui néglige dédaigneusement de servir ceux et celles qui font vivre cette radio dans leur milieu.

Après 20 ans et en guise de souhait, il convient de rappeler à CJBC l'humilité de ses origines et la diversité fondamentale de son mandat de diffusion, non pas seulement pour un petit groupe de Torontois avertis, mais pour l'ensemble d'une communauté sud-ontarienne qui compte sur cette radio pour porter sa culture à l'oreille de tous et de toutes. Bonne fête, CJBC!